

La situation du budget de l'État

Au 30 novembre 2013

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-30-novembre-2013>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde Le solde général d'exécution au 30 novembre 2013 s'établit à -87,0 Md€, en amélioration de plus de 16 Md€ par rapport à fin novembre 2012 (-103,4 Md€).

Le solde général d'exécution à fin novembre s'améliore par rapport à la même période de l'exercice précédent, du fait notamment de la progression des recettes fiscales et malgré des éléments exceptionnels qui jouent en sens inverse : la perception, début 2012, de 2,6 Md€ de recettes liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine, pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G ») et l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour 1,6 Md€. Hors ces éléments de nature exceptionnelle, le solde à fin novembre s'améliore de près de 21 Md€.

Dépenses A fin novembre 2013, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 350,3 Md€ (342,2 Md€ hors dépenses exceptionnelles présentées ci-dessous) contre 347,6 Md€ à fin novembre 2012 (341,1 Md€ hors dépenses exceptionnelles).

Ces informations sont conformes à la prévision de dépenses de la loi de finances rectificative pour 2013.

Une augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) est intervenue en mars 2013 pour un montant de 1,6 Md€ et deux tranches d'apport en capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) ont par ailleurs été versées par la France en avril et octobre 2013 (pour un total de 6,5 Md€ identique à celui versé en octobre 2012), l'ensemble pesant en 2013 pour un montant cumulé de 8,1 Md€. À fin novembre 2013, l'augmentation de capital de la BEI de mars 2013 explique donc pour partie l'évolution dynamique des dépenses de fonctionnement entre 2012 et 2013. Ces opérations, de nature financière, ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht.

Les dépenses de personnel hors pensions affichent une légère baisse par rapport à 2012. La charge de la dette est en baisse significative par rapport à 2012, compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt.

Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne s'élève à 20,5 Md€ à fin novembre 2013 (17,6 Md€ à fin novembre 2012), en hausse de 2,9 Md€ par rapport à novembre 2012 en raison du paiement exceptionnel en janvier 2013 de deux budgets rectificatifs au titre de l'année 2012 pour un montant de 0,6 Md€, et de la croissance du budget de l'Union européenne qui induit mécaniquement une hausse de la contribution de la France.

Recettes Au 30 novembre 2013, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 265,2 Md€ contre 250,8 Md€ à fin novembre 2012.

A fin novembre, les recettes fiscales nettes sont en hausse de près de 16,3 Md€ par rapport à 2012. Elles sont principalement portées par les recettes d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés. Les recouvrements sont cependant en moins-value par rapport à la prévision de recettes pour 2013 de la loi de finances rectificative pour 2013, compte-tenu d'un moindre rendement qu'attendu de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, partiellement compensé par de meilleures rentrées notamment sur la taxe sur la valeur ajoutée.

Le produit des recettes non fiscales enregistré à fin novembre s'élève à 9,5 Md€. L'évolution à la baisse par rapport à 2012 s'explique principalement, malgré le dynamisme des recettes non fiscales traditionnelles, par la recette exceptionnelle de 2,6 Md€ enregistrée en janvier 2012 par le budget général, liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

Comptes spéciaux

Le solde des comptes spéciaux s'établit à -1,9 Md€ à fin novembre 2013 contre -6,5 Md€ à fin novembre 2012.

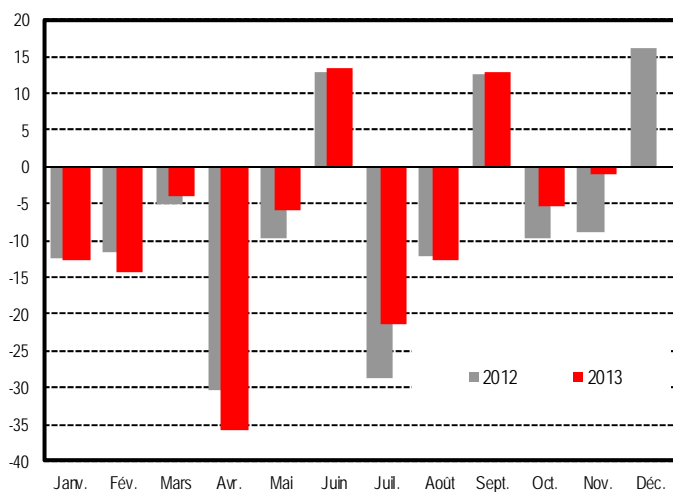
L'évolution, à fin novembre, du solde des comptes spéciaux reste encore peu significative compte tenu de mouvements conséquents attendus d'ici la fin de l'année sur nombre d'entre eux.

Solde (hors FMI)

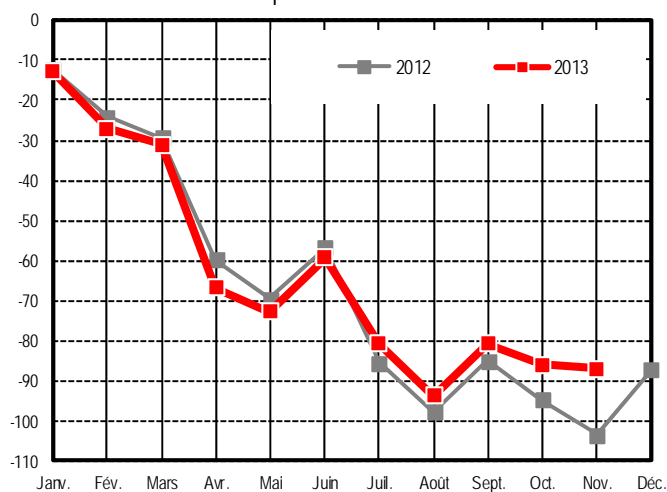
en millions d'euros	2011	2012	Niveau à la fin novembre			novembre 13 / novembre 12
			2011	2012	2013	
Solde du budget général	-90 092	-88 156	-88 288	-96 867	-85 049	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	365 318	374 171	335 262	347 648	350 294	0,8%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	275 226	286 014	246 974	250 781	265 245	5,8%
Solde des comptes spéciaux	-626	1 006	-8 864	-6 499	-1 934	
dont avances aux collectivités territoriales	696	1 089	-5 420	478	-761	
Solde général d'exécution	-90 718	-87 150	-97 152	-103 366	-86 983	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



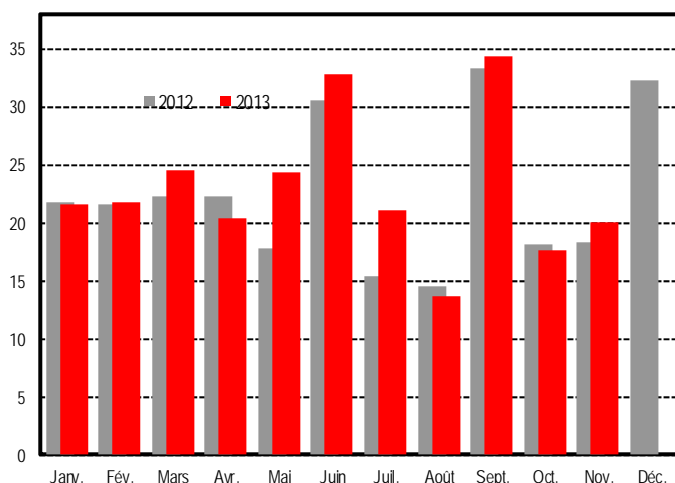
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	PLFR 2013	Niveau à la fin novembre		Variations à la fin novembre	
	2012	2013	2012	2013	2013/2012 Périètre courant	2013/2012 Périètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	268 438	287 750	236 116	252 452	6,9%	6,7%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	59 480	68 791	56 346	63 322	12,4%	12,4%
Impôt sur les sociétés – net ⁽¹⁾⁽³⁾	40 832	49 702	26 582	34 193	28,6%	17,8%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 498	13 680	12 261	12 377	0,9%	1,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	133 403	135 624	121 694	124 416	2,2%	2,2%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	21 224	19 953	19 233	18 144	-5,7%	4,4%
Recettes non fiscales	14 110	13 883	11 386	9 538	-16,2%	-12,2%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	282 548	301 633	247 502	261 990	5,9%	5,8%
Fonds de concours	3 467	3 739	3 279	3 255	ns	ns
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	286 014	305 372	250 781	265 245	5,8%	5,7%

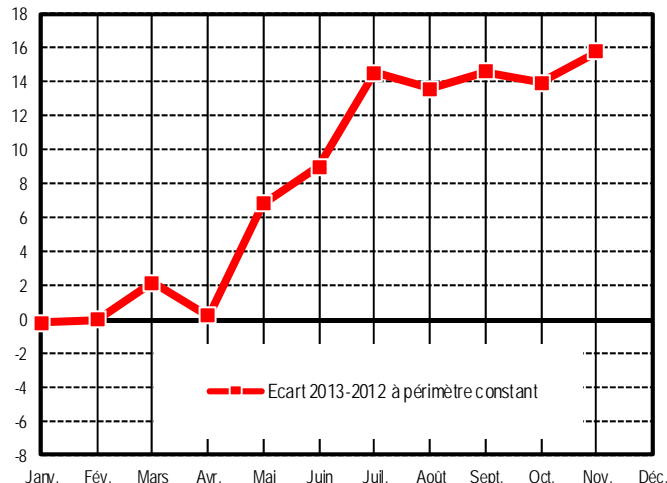
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

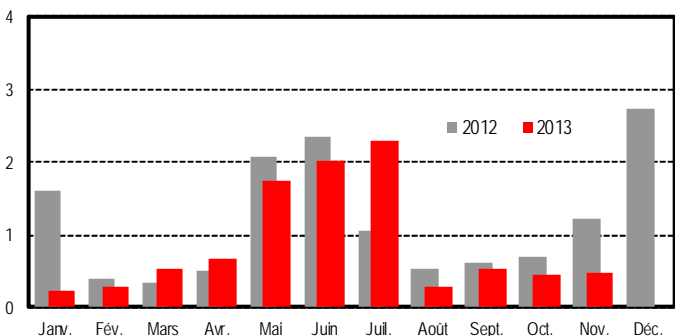


écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)

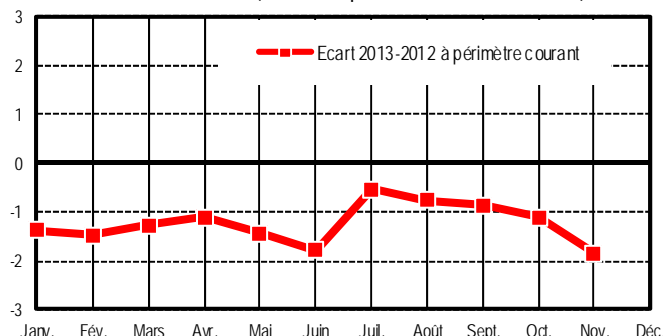


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

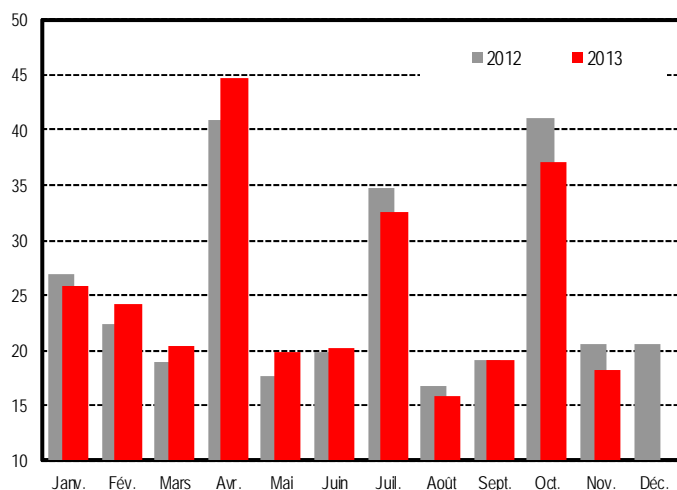
Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin novembre		Variations à la fin novembre	
	2012	2012	2013	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	992	998	991	-0,7%	-0,7%
Dépenses de personnel	118 945	108 879	110 523	1,5%	1,8%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	54 896	49 923	52 485	5,1%	4,3%
Charges de la dette de l'État	46 303	45 733	44 687	-2,3%	-2,3%
Dépenses d'investissement	11 028	10 576	9 280	-12,3%	-12,3%
Dépenses d'intervention	66 153	61 613	58 779	-4,6%	-4,6%
Dépenses d'opérations financières	1 218	1 212	1 379	13,8%	13,8%
Dépenses du budget général ⁽¹⁾	299 535	278 934	278 124	-0,3%	-0,3%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 584	51 074	51 627	1,1%	1,1%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 052	17 640	20 543	16,5%	16,5%
Prélèvements sur recettes	74 635	68 714	72 170	5,0%	5,0%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	374 171	347 648	350 294	0,8%	0,8%

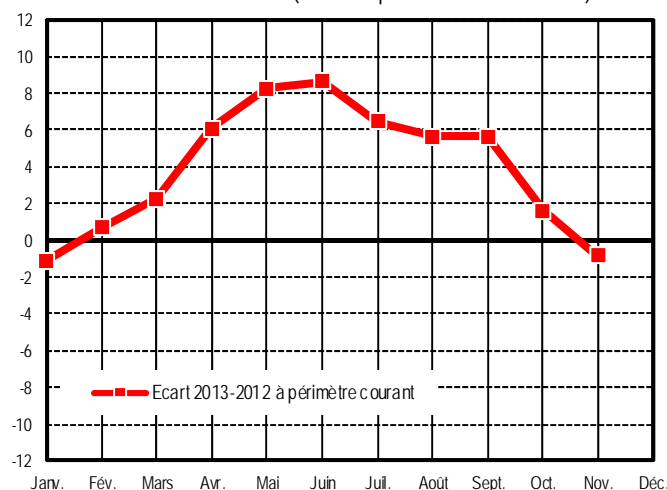
(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2011			2012			2013	
	LFI	LFR4	EXE	LFI	LFR3	EXE	LFI	LFR
Dépenses	363 194	365 149	365 318	368 482	374 237	374 171	378 768	377 233
Prélèvements sur recettes	73 578	74 131	74 067	74 457	74 641	74 635	76 128	78 121
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	289 616	291 018	291 251	294 024	299 596	299 535	302 640	299 112
- dont dépenses financées hors fonds de concours	286 390	287 792	287 422	290 714	296 285	296 069	299 320	295 374
Recettes	274 981	273 222	275 226	294 114	287 433	286 014	316 145	305 122
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	254 882	253 478	255 018	274 947	270 072	268 438	298 616	287 500
Recettes non fiscales	16 873	16 518	16 379	15 857	14 050	14 110	14 209	13 883
Fonds de concours	3 226	3 226	3 829	3 310	3 310	3 467	3 320	3 739
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	-3 426	-3425	-626	-4 361	611	1 006	307	-34
Dont avances aux collectivités territoriales	1 171	428	696	650	1 050	1 089	737	531
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-91 639	-95 352	-90 718	-78 729	-86 194	-87 150	-62 317	-72 147
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	82 153	85 552	84 395	85 438	91 612	90 559	96 163	87 946

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre (3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI

La situation du budget de l'État

Au 30 novembre 2013

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-30-novembre-2013>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde Le solde général d'exécution au 30 novembre 2013 s'établit à -87,0 Md€, en amélioration de plus de 16 Md€ par rapport à fin novembre 2012 (-103,4 Md€).

Le solde général d'exécution à fin novembre s'améliore par rapport à la même période de l'exercice précédent, du fait notamment de la progression des recettes fiscales et malgré des éléments exceptionnels qui jouent en sens inverse : la perception, début 2012, de 2,6 Md€ de recettes liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine, pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G ») et l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour 1,6 Md€. Hors ces éléments de nature exceptionnelle, le solde à fin novembre s'améliore de près de 21 Md€.

Dépenses A fin novembre 2013, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 350,3 Md€ (342,2 Md€ hors dépenses exceptionnelles présentées ci-dessous) contre 347,6 Md€ à fin novembre 2012 (341,1 Md€ hors dépenses exceptionnelles).

Ces informations sont conformes à la prévision de dépenses de la loi de finances rectificative pour 2013.

Une augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) est intervenue en mars 2013 pour un montant de 1,6 Md€ et deux tranches d'apport en capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) ont par ailleurs été versées par la France en avril et octobre 2013 (pour un total de 6,5 Md€ identique à celui versé en octobre 2012), l'ensemble pesant en 2013 pour un montant cumulé de 8,1 Md€. À fin novembre 2013, l'augmentation de capital de la BEI de mars 2013 explique donc pour partie l'évolution dynamique des dépenses de fonctionnement entre 2012 et 2013. Ces opérations, de nature financière, ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht.

Les dépenses de personnel hors pensions affichent une légère baisse par rapport à 2012. La charge de la dette est en baisse significative par rapport à 2012, compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt.

Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne s'élève à 20,5 Md€ à fin novembre 2013 (17,6 Md€ à fin novembre 2012), en hausse de 2,9 Md€ par rapport à novembre 2012 en raison du paiement exceptionnel en janvier 2013 de deux budgets rectificatifs au titre de l'année 2012 pour un montant de 0,6 Md€, et de la croissance du budget de l'Union européenne qui induit mécaniquement une hausse de la contribution de la France.

Recettes Au 30 novembre 2013, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 265,2 Md€ contre 250,8 Md€ à fin novembre 2012.

A fin novembre, les recettes fiscales nettes sont en hausse de près de 16,3 Md€ par rapport à 2012. Elles sont principalement portées par les recettes d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés. Les recouvrements sont cependant en moins-value par rapport à la prévision de recettes pour 2013 de la loi de finances rectificative pour 2013, compte-tenu d'un moindre rendement qu'attendu de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, partiellement compensé par de meilleures rentrées notamment sur la taxe sur la valeur ajoutée.

Le produit des recettes non fiscales enregistré à fin novembre s'élève à 9,5 Md€. L'évolution à la baisse par rapport à 2012 s'explique principalement, malgré le dynamisme des recettes non fiscales traditionnelles, par la recette exceptionnelle de 2,6 Md€ enregistrée en janvier 2012 par le budget général, liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

Comptes spéciaux

Le solde des comptes spéciaux s'établit à -1,9 Md€ à fin novembre 2013 contre -6,5 Md€ à fin novembre 2012.

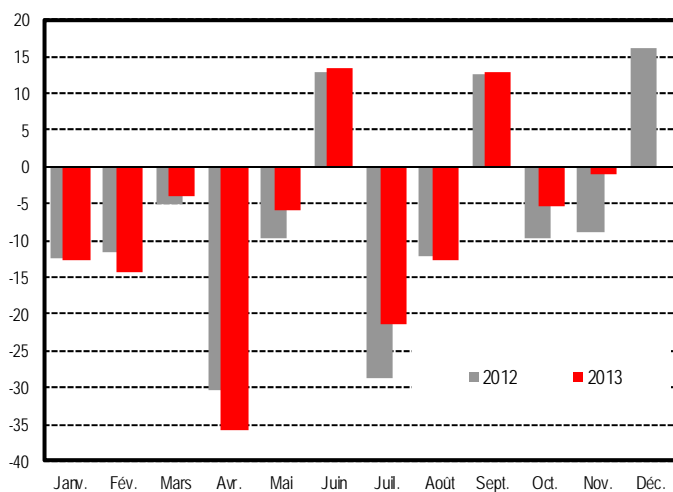
L'évolution, à fin novembre, du solde des comptes spéciaux reste encore peu significative compte tenu de mouvements conséquents attendus d'ici la fin de l'année sur nombre d'entre eux.

Solde (hors FMI)

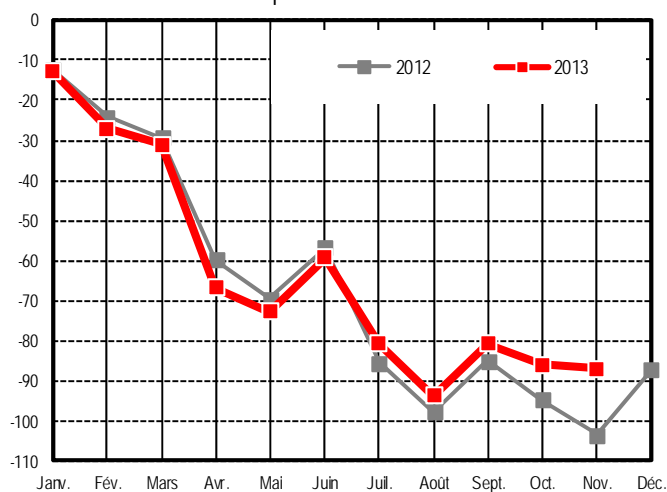
en millions d'euros	2011	2012	Niveau à la fin novembre			novembre 13 / novembre 12
			2011	2012	2013	
Solde du budget général	-90 092	-88 156	-88 288	-96 867	-85 049	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	365 318	374 171	335 262	347 648	350 294	0,8%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	275 226	286 014	246 974	250 781	265 245	5,8%
Solde des comptes spéciaux	-626	1 006	-8 864	-6 499	-1 934	
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	<i>696</i>	<i>1 089</i>	<i>-5 420</i>	<i>478</i>	<i>-761</i>	
Solde général d'exécution	-90 718	-87 150	-97 152	-103 366	-86 983	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



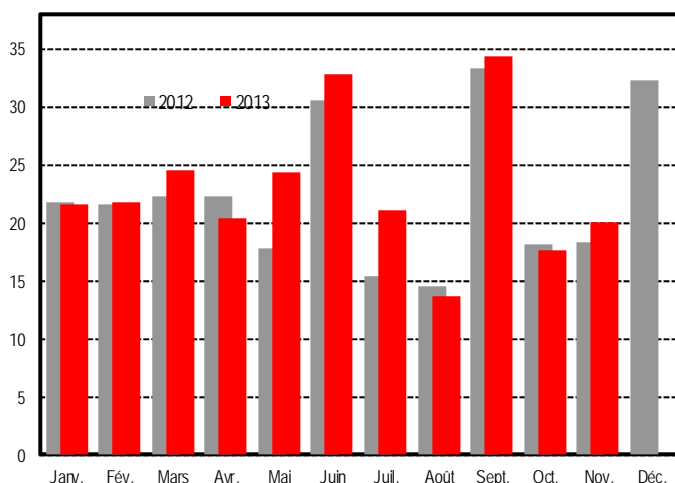
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	PLFR 2013	Niveau à la fin novembre		Variations à la fin novembre	
	2012	2013	2012	2013	2013/2012 Périètre courant	2013/2012 Périètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	268 438	287 750	236 116	252 452	6,9%	6,7%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	59 480	68 791	56 346	63 322	12,4%	12,4%
Impôt sur les sociétés – net ⁽¹⁾⁽³⁾	40 832	49 702	26 582	34 193	28,6%	17,8%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 498	13 680	12 261	12 377	0,9%	1,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	133 403	135 624	121 694	124 416	2,2%	2,2%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	21 224	19 953	19 233	18 144	-5,7%	4,4%
Recettes non fiscales	14 110	13 883	11 386	9 538	-16,2%	-12,2%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	282 548	301 633	247 502	261 990	5,9%	5,8%
Fonds de concours	3 467	3 739	3 279	3 255	ns	ns
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	286 014	305 372	250 781	265 245	5,8%	5,7%

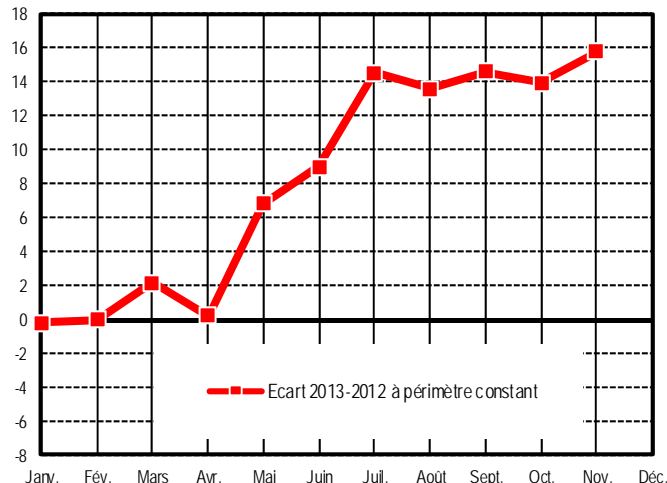
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

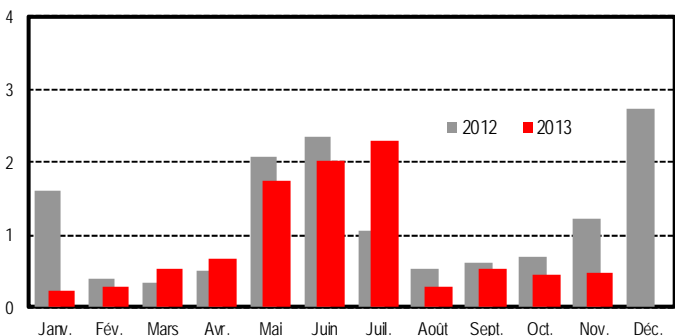


écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)

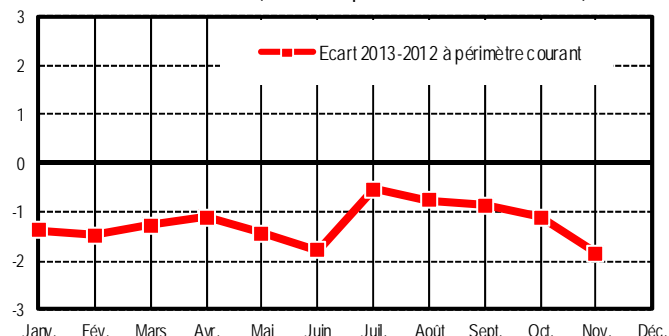


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

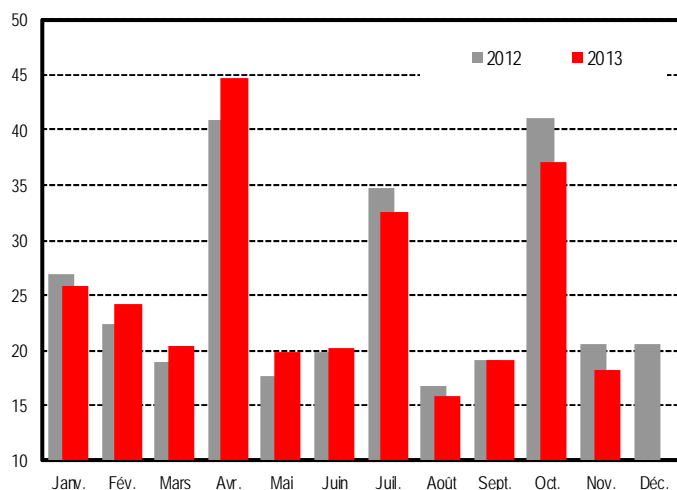
Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin novembre		Variations à la fin novembre	
	2012	2012	2013	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	992	998	991	-0,7%	-0,7%
Dépenses de personnel	118 945	108 879	110 523	1,5%	1,8%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	54 896	49 923	52 485	5,1%	4,3%
Charges de la dette de l'État	46 303	45 733	44 687	-2,3%	-2,3%
Dépenses d'investissement	11 028	10 576	9 280	-12,3%	-12,3%
Dépenses d'intervention	66 153	61 613	58 779	-4,6%	-4,6%
Dépenses d'opérations financières	1 218	1 212	1 379	13,8%	13,8%
Dépenses du budget général ⁽¹⁾	299 535	278 934	278 124	-0,3%	-0,3%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 584	51 074	51 627	1,1%	1,1%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 052	17 640	20 543	16,5%	16,5%
Prélèvements sur recettes	74 635	68 714	72 170	5,0%	5,0%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	374 171	347 648	350 294	0,8%	0,8%

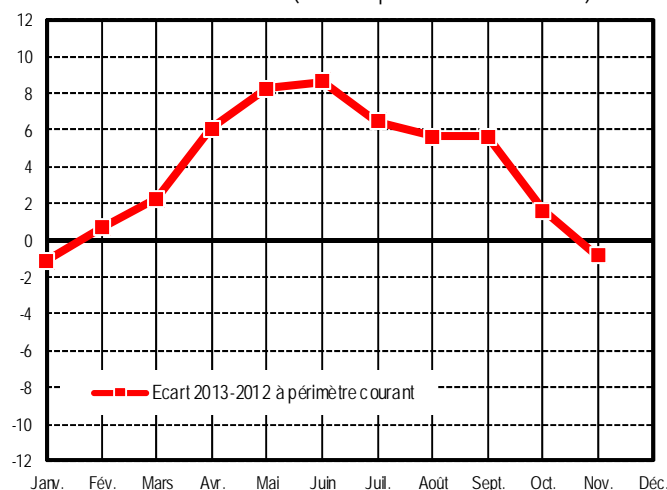
(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2011			2012			2013	
	LFI	LFR4	EXE	LFI	LFR3	EXE	LFI	LFR
Dépenses	363 194	365 149	365 318	368 482	374 237	374 171	378 768	377 233
Prélèvements sur recettes	73 578	74 131	74 067	74 457	74 641	74 635	76 128	78 121
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	289 616	291 018	291 251	294 024	299 596	299 535	302 640	299 112
- dont dépenses financées hors fonds de concours	286 390	287 792	287 422	290 714	296 285	296 069	299 320	295 374
Recettes	274 981	273 222	275 226	294 114	287 433	286 014	316 145	305 122
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	254 882	253 478	255 018	274 947	270 072	268 438	298 616	287 500
Recettes non fiscales	16 873	16 518	16 379	15 857	14 050	14 110	14 209	13 883
Fonds de concours	3 226	3 226	3 829	3 310	3 310	3 467	3 320	3 739
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	-3 426	-3 425	-626	-4 361	611	1 006	307	-34
Dont avances aux collectivités territoriales	1 171	428	696	650	1 050	1 089	737	531
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-91 639	-95 352	-90 718	-78 729	-86 194	-87 150	-62 317	-72 147
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	82 153	85 552	84 395	85 438	91 612	90 559	96 163	87 946

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre (3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI